

Le 29 octobre et après?

André Major

Volume 16, numéro 1 (91), janvier–février 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30459ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Major, A. (1974). Le 29 octobre et après? *Liberté*, 16(1), 73–93.

Le 29 octobre et après ?

1

Je n'ai pas l'intention de perdre mon temps à faire les détours d'usage. J'irai droit au but, et si je le fais en mon nom, c'est par souci d'exactitude et parce que je n'ai rien d'un porte-parole. Ma seule crainte est de rejoindre un lecteur convaincu d'avance alors que je m'adresse d'abord à cette espèce particulière de Québécois encore victimes d'un passé traumatisant et sur qui la propagande masochiste mord comme dans du pain. Je m'adresse à des hommes dont je connais trop les réflexes d'insécurité, des hommes comme mon père qui, toute leur vie, ont lutté pour assurer aux leurs le minimum vital et qui maintenant, au moment de faire le premier pas vers une espérance exigeante, se demandent si le moment est venu d'y consentir. A ces hommes-là, comme à ceux qui ne sont pas devenus tout à fait insensibles aux intérêts de leur communauté, je voudrais dire que je ne désespère pas de les voir surmonter le sentiment de leur faiblesse en pariant pour l'avenir du Québec. C'est seulement dans ce réveil spirituel, dans cette adhésion à l'espérance, que la faiblesse du citoyen isolé, réduit à lui-même et au maintien de ses intérêts immédiats, sera changée en force vivante sans quoi vivre n'est qu'une corvée déshonorante. Je sais qu'il n'est pas facile d'aller au-delà de soi-même, surtout quand la morale ambiante et les circonstances vous inclinent à une sorte d'égoïsme instinctif. Moi-même, tout en ne perdant jamais tout à fait l'espoir, j'ai passé de mauvais quarts d'heure, sans parvenir à

dompter le doute, le sentiment que tout était perdu, que tout était pure perte. Mon incroyance atteignait un tel point de radicalisme que j'en étais horrifié. Une rencontre, une lecture arrivaient parfois à me tirer de cette hypnose, et j'en profite pour saluer des hommes comme Pierre Vadeboncoeur dont la confiance obstinée en nous-mêmes m'a bien des fois ramené au cœur de la condition québécoise, dans le vif d'une histoire dont nous risquons d'être les victimes si nous ne prenons pas sur nous de la conformer aussi exactement que possible à nos besoins.

2

Au lendemain du 29 octobre, comme bien d'autres, je sentais qu'il s'était passé quelque chose de grave, d'irréversible et de honteux : le triomphe apparent du mensonge contre quoi chacun de nous découvrait son impuissance. Il fallait avaler ça, lentement, d'heure en heure, se dire qu'après tout la coalition de la peur et du mensonge devait l'emporter sur l'exigence souverainiste. Mais en attendant, nous qui sommes des hommes de langage, inaptes à l'action ou croyant l'être pour mieux nous dérober à la lutte quotidienne, que nous restait-il, hormis la consolation d'avoir acquis un plus grand nombre d'appuis ? Il nous restait à signifier, faute de mieux notre indignation non seulement de voir un tiers du Québec sous-représenté au Parlement, mais de voir les intellectuels fédéralistes appuyer sans réserve et sans remords un régime spirituellement vide, politiquement démissionnaire et cynique au point de plaider en faveur d'une souveraineté culturelle dont pas un Québécois, fut-il fédéraliste convaincu, n'a le droit d'être dupe. Une supercherie aussi grossière aurait dû semer le doute dans l'esprit des libéraux pas encore complètement abrutis par la propagande libérale. Mais non : le silence. Et pas la moindre protestation contre la suspecte complicité des trois partis coupables d'un affront majeur, celui de mépriser l'intelligence du peuple. Installée dans son confort intellectuel, soucieuse de voir les choses perdurer, la demi-douzaine d'intellectuels fédéralistes s'est tue. J'attendais de ces retraités de la pensée qu'ils aient au moins le courage de se dissocier du mensonge qu'une campagne terroriste a

porté au pouvoir. C'était trop leur demander. Il faut bien se rendre compte maintenant que l'esprit de justice et de liberté a déserté le camp libéral pour émigrer dans le camp souverainiste.

Nous avons brusquement compris qu'il devenait urgent de lutter sur tous les fronts pour réduire la peur à ses véritables dimensions, en démonter l'astucieux mécanisme, et lui opposer cette « ligne du risque » qui départagera désormais les libérateurs et les autres. Ce sera la grande leçon que cette élection nous aura prodiguée : ne plus considérer comme acquise une libération qui dépend de chacun de nous, qui devrait s'étendre tout en s'approfondissant, et se donner des moyens d'action inédits. Un Québécois sur trois a donné son consentement au risque calculé que représente l'indépendance ; il suffirait que ce Québécois agisse de manière à rallier son voisin, l'indécis que la peur a paralysé, que l'atavisme colonial a fait hésiter au moment de choisir, il suffirait qu'un deuxième Québécois comprenne que son intérêt propre rejoint l'intérêt collectif pour que la logique historique soit totalement inversée au bénéfice de l'avenir.

J'ai peur, moi aussi, non pas que l'instinct de salut nous mène à quelque catastrophe, mais que la peur qui a donné au régime ce « pouvoir exorbitant » dont parlait René Lévesque ait pour effet d'entraver, sinon de compromettre la conquête d'un véritable pouvoir québécois. Rien n'est plus effrayant que la peur quand elle renforce le pouvoir de la médiocrité ; rien n'est plus beau qu'un peuple résolu à lui opposer le patient et digne effort de sa conscience.

3

Tout comme Claude Lemelin, je crois à la perfectibilité de l'homme et par conséquent à un détournement possible de l'Histoire au bénéfice de ceux qui, trop longtemps, en ont fait les frais. Je n'en déduis pas comme lui cet optimisme que Bernanos fustigeait déjà, pas plus que je n'en déduis que miser sur l'homme québécois est une restriction. Refaire le Canada de manière à créer une nouvelle société où le Québécois se sentirait chez lui, fraternellement associé avec le reste du pays, au nom de quoi ? D'un être de raison qualifié de

Canadien et qui figurerait une belle abstraction. C'est non seulement une naïveté que rien ne vient excuser, c'est une vieille illusion d'autant plus dangereuse qu'elle nous convie encore une fois à nous définir en tant que minorité quêteant une impossible égalité avec une majorité soucieuse avant tout de progresser sans rien perdre de ce qui constitue son acquis. J'ai connu des néo-démocrates anglophones sympathiques à la cause québécoise, des bons diables et même davantage, des hommes chaleureux, très proches de nous, mais pour qui l'identité québécoise demeurerait aussi mystérieuse que les origines de la vie. Comme si l'autodétermination signifiait une rupture dramatique d'où découlerait de part et d'autre le refus de fraterniser, Claude Lemelin nous donne une leçon de morale scoute tout à fait hors de propos pour justifier sa confiance en ce fédéralisme qui lui apparaît comme un demi-succès et avec lequel il aimerait nous voir composer probablement jusqu'à l'échec total. Alors là, tout à fait instruit, vraiment déçu de l'expérience canadienne, il miserait en dernier ressort, en désespoir de cause, sur cet homme québécois autrement plus avancé sur la voie du redressement des libertés qu'il ne semble l'imaginer en ces lointains outaouais où le devoir le confine et d'où la réalité québécoise s'estompe, diluée dans une vague poésie des Prairies, des Maritimes et des Rocheuses. Mais comme vous et moi, il a droit à ses rêves, et je suis d'accord là-dessus ; seulement vous et moi, on n'a pas tous les jours quatre ou cinq colonnes pour rêver tout haut.

4

Qu'on évite surtout de juger les électeurs, comme on le fait au lendemain d'un échec mortifiant. On peut les accuser d'avoir cédé à la peur, à la condition de s'interroger sur le rôle qu'on a joué dans cette affaire. A la condition de se demander si c'est aussi évident que ça, si les Québécois ont vraiment reculé devant les épouvantails fabriqués dans les locaux du parti libéral et distribués par les commis voyageurs d'une Union qui n'a plus rien de national et d'un créditisme grossièrement caricaturé par l'espèce de clown qui lui tenait lieu de tête. Après tout, nous ne proposons pas une loterie, ni un mois de congé garanti à chaque fin de mois ; nous proposons à nos

compatriotes de se tenir debout alors que tout ce qu'on leur a appris jusqu'à ces dernières années c'était qu'un Canadien français ce n'était pas grand-chose, un vaincu qui devait ménager la susceptibilité des uns et les intérêts des autres. Nous nous adressons à des hommes qui ont longtemps cru qu'ils ne méritaient guère plus que leur sort, et nous leur demandons de but en blanc de ne plus ressentir ce picotement sous la peau, ce serrement à l'estomac, ce frisson dans le dos quand on leur annonce les pires catastrophes s'ils osent seulement exercer leur simple droit de vote dans le sens d'un changement radical. Il ne faut pas s'attendre à voir ces Canadiens français, habitués à se contenter des restes, exiger tout à coup la mainmise pleine et entière sur une réalité dont on ne cesse de leur répéter qu'elle n'est pas de leur ressort. Il faut se mettre dans la peau de ces Canadiens français qui, avant de s'accepter comme Québécois, ont encore pas mal de chemin à faire.

Ils forment une fraction importante du peuple, de ce drôle de peuple traité en impotent incurable, et qui doute profondément de son avenir, lui qu'on a arraché à son passé mythique pour le laisser se débrouiller tant bien que mal en lui fournissant, faute d'emplois, assez d'argent pour avoir l'illusion de vivre. On ne tient pas à ce qu'il vive par lui-même, on développe même une idéologie de l'assistance sociale au moyen de laquelle on parvient à lui faire sentir cruellement sa dépendance. Dans un tel climat d'insécurité, allez donc lui demander de rejeter sereinement un régime qui l'a plus ou moins convaincu qu'il n'y avait pas de salut hors de cette douillette et humiliante dépendance.

A trop user de la peur le régime finira par en épuiser le pouvoir dissolvant, et si cette fois la peur a empêché une bonne partie du peuple de penser librement, il sera difficile de lui faire avaler la même potion une deuxième fois. On aura beau y ajouter du miel, ce sera trop amer pour ceux qui auront découvert entre-temps que leur appétit exige davantage. De toute manière, le courant indépendantiste continuera de s'enrichir en prenant de l'ampleur, et le seul risque qu'il court ainsi c'est de se mettre à l'école de ceux qu'il charrie, de devenir l'instrument par excellence de tous ceux qui ne pourront se

reconnaître dans l'image libérale ni dans l'action ou l'inaction d'une majorité parlementaire. Je souhaite en tout cas que le parti québécois devienne cet instrument collectif parce que si, un peu partout au Québec, le parti devait manquer à des hommes et à des femmes sans autre appui, sans autre recours moral et politique, ce serait un échec, au moins partiel, d'une véritable représentativité. Il ne s'agit pas pour nous d'avoir des voix, et cela à n'importe quel prix — nous ne sommes pas de l'espèce libérale —, il s'agit bien au contraire de réaffirmer clairement les grandes lignes du projet québécois en tentant de répondre aussi concrètement que possible aux attentes, aux angoisses, aux besoins non seulement des comtés ouvriers des grandes villes, mais aussi des comtés les plus reculés, les plus démunis en même temps, ces laissés pour compte d'une société moderne, tournée exclusivement vers la rentabilité électorale de ses opérations économiques, à preuve le sort réservé à la cartonnerie de Cabano. Un gouvernement, associé comme le nôtre aux intérêts des possédants, accorde tout son appui à l'investisseur étranger, généralement américain, au moment même où il tergiverse, pèse le pour et le contre, avant de concéder la moindre garantie aux indigènes, lesquels pourtant l'élisent et lui paie des impôts.

5

Je ne voudrais pas paraître bête et méchant, et je crois que Marcel Adam a raison de dire que l'exagération diminue le pouvoir de persuasion. Néanmoins, comment parler calmement, sans hausser le ton, d'un homme dont le visage suinte l'insignifiance et l'ambition? Si je refuse de vilipender l'électorat, c'est parce que je sais trop bien à quel point celui-ci s'est laissé berné par cet ambitieux, cet insignifiant gérant général de la province de Québec qui s'appelle Robert Bourassa.

Je ne lui reproche pas d'avoir repris le pouvoir, un pouvoir qu'il tient davantage de la machine libérale que d'une quelconque pensée politique; non, je lui reproche d'avoir repris le pouvoir en y mettant le paquet, vous savez avec quelle absence de scrupule. Je sais bien que c'est la démocratie qui permet ça, mais je n'arrive pas à m'y faire, à m'habituer à

l'idée que tout est permis, que les coups bas sont les plus payants. Je le sais depuis longtemps, mais j'ai quand même envie de dire ce qu'aucun éditorialiste n'a le culot ou les moyens de dire : le gérant général de la province de Québec, en politicien fidèle à la tradition, a littéralement acheté les consciences auxquelles le Parti québécois, de son côté, proposait une solution qui n'a rien perdu à être traduite en termes électoraux.

J'entends d'ici les Ryan s'indigner d'une attitude aussi irrespectueuse. Mais le respect ça se mérite, ça ne s'achète pas. Et quoi que fasse Bourassa, irait-il jusqu'à rallier nos rangs par impossible, je ne pourrai jamais avoir le moindre respect pour lui. Quand je prétends qu'il a acheté les consciences, je ne cherche pas un effet littéraire, je parle aussi véridiquement que je le peux. Qu'a-t-il fait durant ce mois d'octobre, lequel finira par symboliser notre malheur national, je le crains, qu'a-t-il fait d'autre que jouer sur la corde de la médiocrité, qu'inciter à sa manière sournoise les vieux, les assistés sociaux et même les jeunes à voter selon leur intérêt, poussant même l'indécence jusqu'à leur laisser entendre qu'un vote antilibéral équivaldrait à perdre leur minimum vital. Vous qui êtes poli, fédéraliste ou non, comment au fond de vous-même avez-vous qualifié pareil comportement ? En deux mots, c'est du mensonge pur et simple. Une telle accusation me vaudrait-elle de comparaître devant le juge, nommé à ce poste pour cause d'invalidité politique, que je me sentirais tenu de répéter la même chose.

Cet ambitieux, maladivement cramponné à « la relance économique » qui sert à masquer son inconscience historique, joue au chef moderne en s'appliquant studieusement à nous convaincre que l'argent suffit à combler le vide spirituel dont il est la plus exemplaire émanation. Ecoutez-le cinq minutes seulement. Le premier et le dernier mot de la propagande qui lui tient lieu de pensée a toujours été la *stabilité*. Comme il ne dit rien d'autre, ce mot suffira à l'examen. Ce qui est stable, c'est à la fois ce qui demeure, et ce qui est assez ferme pour demeurer. Au fond, le gérant général de la banqueroute culturelle du Québec nous demande de l'aider

à maintenir les choses dans l'état où elles sont. Attitude foncièrement conservatrice, bien que parée d'une apparence progressiste puisque Bourassa construit, n'est-ce pas ?

Les conservateurs d'allégeance libérale ou unioniste ne s'y trompent pas qui l'appuient en dépit de l'accablant dossier qui normalement aurait dû peser dans la balance électorale. Quand Bourassa lui-même prévoit un réalignement des forces en fonction de deux courants antagonistes, soit le réformisme et le conservatisme, plutôt qu'un réalignement en fonction des options souverainiste et fédéraliste, il n'a raison qu'à demi. Bien sûr qu'un réalignement se fera, mais sans effacer l'antagonisme souveraineté-fédéralisme puisque déjà le réformisme se confond avec le souverainisme, alors que le conservatisme fait cause commune avec le fédéralisme. L'appui venu de la droite, c'est du plomb dans l'aile libérale, inutile de nous le cacher. Et comme les libéraux ont naturellement tendance à se réfugier dans une idéologie de la loi et de l'ordre, à peine camouflée par certaines mesures sociales dont l'urgence, de toute manière, leur imposait d'agir, on peut supposer que l'évolution politique sera de plus en plus marquée par le souci de consolider et de stabiliser un pouvoir que, d'autre part, l'opposition des forces progressistes devra pousser au pied du mur dans la mesure où ses moyens extra-parlementaires le lui permettront.

Mais je me perds en digressions qui m'éloignent du langage de Bourassa, langage trompeur et à l'occasion carrément malhonnête. Au terme de la campagne, visiblement agacé par l'intense participation des péquistes à leur caisse électorale, il a laissé planer un doute là-dessus, comme s'il ne savait pas que les dons de milliers de partisans étaient infiniment moins suspects que ceux dont lui-même a bénéficié depuis le début de sa carrière politique. Se rend-il compte que son persiflage est un affront à cette foule de citoyens qui ont pris la peine de prélever sur leurs épargnes de quoi permettre à leur parti de se faire un peu mieux entendre dans le vacarme libéral ? Il a juste assez de conscience pour savoir qu'il mentait, mais pas assez pour s'interdire des bassesses « de bonne guerre », comme on dit quand elles font notre affaire.

A court terme, pour reprendre l'un des slogans du général, le mensonge peut être payant, tout comme la peur, mais à long terme nous risquons d'être immunisés contre pareille pratique bien enracinée, c'est vrai, dans les vieux partis. On dit que la démocratie est une vieille branche et qu'elle a résisté à bien des coups de vent. Je n'en suis pas si sûr. Il faut dire que je suis devenu démocrate après mûre réflexion, après maintes aventures ; démocrate non de naissance ou de hasard, mais de coeur. L'étant de manière absolue, même au temps gris du collège, je ne pouvais croire qu'elle existait vraiment ailleurs que dans mon coeur, justement. Si elle vivait quelque part, cette démocratie, personne n'avait songé à m'en prévenir. C'est d'ailleurs le propre de l'extrême jeunesse que de découvrir pour son propre compte les vertus et les vices du monde. Ma formation scoute et classique m'avait dressé, le mot n'est pas trop fort, de telle manière qu'à la seule mention d'une quelconque autorité je devais renoncer à tout libre arbitre et devenir l'instrument complaisant d'une volonté supérieure. Nous étions alors en plein duplessisme, dans ce Canada français qui constituait une sorte de diaspora fluide rassemblée tant bien que mal autour d'un franco-catholicisme à caractère défensif. J'avais disons treize ans, j'étais laurentien, je veux dire partisan de l'Alliance laurentienne, que voulez-vous ? C'était le seul porte-parole en quoi je reconnaissais les accents de mon nationalisme naissant. Le soir, mes camarades et moi, nous écrivions en grandes lettres blanches le mot Maisonneuve, sur le trottoir de la rue Sherbrooke. Mais je lisais aussi tout ce qui me tombait sous la main, y compris les *Grands cimetières sous la lune*, je me demande encore comment ce livre avait pu se trouver sur mon passage. Là, le principe d'autorité mangeait toute une volée. Je n'en revenais pas, collégien que j'étais jusqu'à l'os, de cette fureur qui balayait tout, haut clergé, bourgeois, militaires, sans me rendre compte à ce moment-là qu'elle était inspirée par un esprit de justice assez étrangement confondu avec l'esprit d'enfance. J'ai entamé, vers 59, une discussion qui a mal tourné parce qu'il s'en dégageait ceci que je pouvais accepter sans hypocrisie, à savoir l'impossibilité d'exercer ma li-

berté hors de la Vérité reconnue une fois pour toutes comme propriété exclusive du Vatican. Je grossis à peine, si seulement je grossis. Nos maîtres, bonasses et replets, nous invitaient à choisir entre le Bien et le Mal en dessinant au tableau le sort qui attendaient les âmes perdues. Leur théologie était calquée sur l'ordre social ambiant. Dieu ressemblait étrangement à Duplessis, ce qui conférait aux mauvaises âmes le prestige du courage. Je préférerais cent fois mieux me perdre que de consentir à être du bon bord, du bord des puissants et de l'injustice. C'était une époque grossière quand j'y repense. Une époque où l'on achetait à bon marché sa bonne conscience, où penser par soi-même passait pour un péché mortel, sinon une irrémédiable complicité avec Satan. Mais si, finalement, j'ai décroché, c'est après avoir été convaincu que Dieu lui-même avait toléré et même permis l'injustice. Rendu à moi-même, libéré du collège, et jeté pour ainsi dire dans le courant de la vie, il me restait une seule certitude à quoi m'accrocher, rien de moins que ma liberté. Car j'étais persuadé qu'en faisant table rase, qu'en faisant le vide en moi, je finirais par arriver quelque part, dans le clair matin d'une évidence qui justifierait tout, à commencer par ma propre existence. Deux ou trois années de tâtonnements, d'existence fiévreuse et bohème, de va-et-vient entre le monde extérieur et le gouffre peuplé de doutes qu'était devenu mon esprit.

Et puis, tout d'un coup, la révélation. L'éblouissement. Pensez donc : j'avais retrouvé la foi. Pas celle de mes pères, bien sûr. Une foi autrement moins courante, à l'époque, mais reproduisant à mon insu, et en d'autres termes, la logique de celle que j'avais perdue. Le Bien identifié à la victoire de la Révolution, le Mal confondu, lui, avec l'exploitation de l'homme par l'homme, et découlant de ce manichéisme familier le sentiment d'une responsabilité à laquelle je ne pouvais me soustraire sans me rendre personnellement coupable du malheur historique. Ou si on veut de ce Mal auquel un marxisme assez primaire assignait un terme plus ou moins lointain, selon le degré d'optimisme dont chacun était doté. Mais sensible depuis toujours à la trop évidente aliénation

que constituait pour le peuple québécois son statut provincial, je m'étais préservé de toute illusion internationaliste. L'Action socialiste pour l'indépendance du Québec avait dès 1960 signalé l'étrange composition de cette aliénation qui vouait pratiquement un petit peuple vaincu à se survivre de peine et de misère dans une croissante prolétarianisation, et qui lui garantissait assez de pouvoir sur sa régie interne pour qu'il s'accommode d'en être pratiquement privé sur le plan politico-économique. Ce drôle de peuple, bien au chaud dans son Eglise, et qui compensait son infériorité par une certaine habileté sur la patinoire, ce drôle de peuple progressait néanmoins, à reculons parfois, au détriment de ses élites devenues paternalistes après deux siècles d'autorité morale. Il progressait curieusement, non pas en devenant maître de cette industrialisation galopante distraitement associée à je ne sais trop quelle promotion sociale, mais en s'intégrant comme il pouvait au niveau élémentaire d'une économie qui était l'affaire, et qui l'est toujours, d'une caste de capitalistes locaux ou importés à grands frais. Oui, à mesure que les pères se faisaient gober par la machine, les fils de leur côté s'instruisaient pour ensuite joindre les rangs d'une classe dite moyenne ou pour faire le procès de tout le système, quand ils ne décidaient pas, tout simplement, de s'en balancer. Chose certaine, les pères comme les fils se sentent orphelins, après cette liquidation du passé à laquelle on a procédé peut-être un peu vite, avec le manque de discernement des gens pressés de se décharger d'une hypothèque. Parce que c'est bien beau de mettre le feu aux bâtiments délabrés, mais encore faut-il s'assurer qu'on dispose du matériau nécessaire à la reconstruction. On se disait : on verra bien. Et on voit ce qu'il y a à voir : un peuple composé de ruraux bouleversés par des mutations trop éloignées de ses traditions, de citoyens terrorisés par l'insuffisance des emplois et de jeunes à qui l'avenir ne dit rien parce qu'il n'annonce rien de bon. Bien sûr qu'il y a, dans le tas, du bon monde, des satisfaits, des repus, et j'ajouterai : des abrutis, des endormis, et d'autres espèces tout aussi courantes. Mais le tableau n'en sera guère amélioré. Il y aura toujours des ombres au tableau, les per-

sonnages n'en seront pas moins éloquents, même dans leur muette figuration. Ce que j'essaie de retracer, c'est le cheminement de ce peuple hétéroclite dont plus rien n'assure la cohésion spirituelle ou historique, sinon le projet collectif dont le Parti québécois est à la fois le véhicule et le moteur. Inutile de nier qu'un tel projet ne fait pas encore l'unanimité des Québécois, et qu'une majorité lui a préféré la stabilité libérale, choix qui s'est traduit, le 29 octobre dernier, par le renforcement du statu quo. C'est tout à fait normal qu'un peuple habilement manipulé, profondément terrorisé, et surtout prisonnier de ses réflexes de minorité dépendante, ne réponde pas sans inquiétude à l'appel de ses libérateurs. Il lui faut d'abord vaincre les handicaps dont on l'a toujours affligé pour mieux le maintenir dans la dépendance de l'Autre, celui qui manie tout, l'homme aux fabuleux capitaux. Il y aurait beaucoup à dire sur le doute que nous avons de nous-mêmes en tant que peuple, et sur quoi les libéraux ont misé tout au long de la campagne électorale en prétendant que le Québec n'avait pas les moyens de s'appartenir et qu'il devait par conséquent se vendre au plus offrant, comme si ce marchandage n'était pas un risque infiniment plus grand que celui que la souveraineté nous ferait courir, advenant que le capital étranger dédaignerait, on se demande pourquoi, une clientèle qui se serait dotée d'un gouvernement souverain. Je ne dis pas que ce capital n'aurait pas à se plier à certaines contraintes dont l'absence fait terriblement défaut à l'heure qu'il est ; je dis seulement, bien que je n'aie pas de compétence en la matière, qu'il serait absurde d'imaginer que la souveraineté ait pour effet de dégoûter les investisseurs étrangers. Vous savez comme moi que l'argent n'a pas de morale, encore moins d'idéal politique. L'argent a pour seul principe de proliférer, que ce soit dans un Québec libéral ou dans un Québec libéré.

Les libéraux ont gagné cette fois-ci, grâce à la collaboration des unionistes et des créditistes qui se sont fait harakari au profit du fédéralisme, mais pas autant qu'on l'a cru puisque le courant souverainiste a fait du chemin, un bon bout de chemin, si l'on tient compte des barrages qu'on a dres-

sés en toute vitesse pour le freiner. Le Québec est désormais à cheval entre le statu quo libéral et la marche péquiste. Autrement dit, le voici forcé de choisir entre une « relance économique » peut-être valable à court terme et une souveraineté dont l'objectif est d'ordre historique en ceci qu'il nécessite les pleins pouvoirs.

En attendant, ce drôle de peuple continuera sans doute à louvoyer, à vivre en marge de l'Histoire, au moment où cette marge fond à vue d'oeil ; peut-être lui faudra-t-il plonger dans l'abîme pour ouvrir les yeux et se rendre compte qu'il est plus que temps de se demander s'il tient à sa peau ou s'il s'en balance comme de sa première chemise. Les prudents, les optimistes sont toujours là à vous lorgner du coin de l'oeil, aussitôt que vous annoncez l'apocalypse. Ils s'imaginent qu'un peuple dominé, affaibli numériquement et presque totalement tributaire d'un ordre étranger, peut survivre dans la passivité. C'est pourquoi sans doute ils vous mettent en garde contre tout mouvement, tout effort pour réduire, même progressivement, la dépendance qui est la vôtre. Ils vous déclarent trop pauvres pour tenter de vivre normalement, en même temps qu'ils vantent un régime où règne une prospérité sans pareille. Ils vous jugent dépourvus de tout, en même temps qu'ils tiennent à vous comme à leur portefeuille. C'est une contradiction suspecte. Rappelez-vous Bourassa, rappelez-vous ce pantin déguisé en jeune homme d'affaires parmi sa bande d'organisateurs et de claqueurs. Que disait-il, après avoir passé le plus clair de son temps à s'en prendre aux séparatistes ? Pas grand-chose, mais on s'en souvient : le Québec n'a pas les moyens de courir le risque de la séparation — tels étaient en effet les termes qu'il employait selon les conseils de ses *impressarii* —, mais il oubliait de nous expliquer pourquoi Ottawa continuait de financer une province comme la nôtre, supposément au bord de la faillite. Notre gérant général n'a jamais été au bout de ses idées, probablement parce que ses idées ne sont que des semblants d'idées, de la poudre aux yeux. Encore une fois, au risque de me répéter, je me demande : que signifient cet homme et ce gouvernement d'ambitieux ? On interroge en pure perte un homme qui n'ose ré-

pondre franchement aux questions vitales qui travaillent son propre peuple ; un homme qui, pour légitimer un pouvoir qu'il tient de la minorité anglophone, tente de se rallier les classes moyennes en promettant d'alléger leur fardeau. Un homme qui, tout au long de son mandat, tout au long de sa campagne, s'est contenté de faire apparaître des bonhommes sept heures ou de faire miroiter le trésor public dont il se prétend le dispensateur appliqué. Je ne m'en prends pas à l'individu Bourassa, lequel me dit moins que rien, mais au rôle d'instrument politique qu'il joue avec un sérieux frisant le ridicule. Remarquez qu'il protesterait de son innocence politique s'il le pouvait, car en effet il ne doit rien à une idéologie quelconque. Il ne doit rien aux idées qui font avancer les peuples parce qu'il doit tout à ceux qui l'ont mis à la tête d'un pouvoir qu'il s'est donné pour mission de maintenir dans ses limites provinciales. Il n'a aucune vision de l'avenir québécois ; seulement là pour consolider ce qui existe déjà. Une force stabilisatrice, ce n'est pas moi qui le dis. Lisez Claude Ryan ou Vincent Prince, qui le félicitent de savoir piétiner sur place.

Je serais tenté de dire : Bourassa c'est rien — une émanation du statu quo —, s'il n'apparaissait pas comme un de ces princes que les monarchies concédaient à leurs colonies pour leur donner l'illusion de se régir elles-mêmes. Mais un général doit toujours rendre compte aux bailleurs de fonds sans lesquels il n'est rien. Bourassa joue au Québec à peu près le même rôle que Trudeau joue à Ottawa : détenteurs tous les deux d'un pouvoir de seconde main.

6

J'avais commencé à raconter comment j'avais moi-même cheminé, comment j'étais sorti d'une espèce de doute radical pour devenir marxiste, sans pour autant perdre de vue le caractère singulier d'une aliénation à la fois sociale et nationale. Je me suis perdu en cours de route, et je reviens à l'automne 63, alors que *Parti pris* annonçait l'agonie de *Cité libre* dont l'équipe allait bientôt prendre le pouvoir et renoncer, du même coup, à son rôle d'opposition.

Une fois engagé dans cette aventure, j'allais lentement me sentir de trop plutôt qu'en désaccord avec des objectifs qui étaient les miens depuis quelque temps. De trop parce que déjà, à la fin de cette automne-là, je me débattais seul contre le sentiment d'une profonde inadéquation entre notre pensée et la troublante inconscience des travailleurs parmi lequel je me retrouvais, après des années d'éloignement, non de mon propre gré d'ailleurs mais contraint par la force des choses. Avais-je vraiment cru, avant ce démenti quotidien, à une sorte de solidarité instinctive des exploités ? Sans doute puisque je me résignais mal à ne pas la trouver là où je croyais qu'elle devait fatalement se trouver. Chose certaine, j'étais de moins en moins sûr de mes certitudes, lesquelles n'avaient toujours été que l'envers exact de mes doutes les plus tenaces. Je ne croyais plus à mon propre salut, me voyant condamné à des tâches routinières et à un salaire suffisant tout juste à me garantir le minimum vital. Il me restait l'écriture, c'est-à-dire la faculté d'extraire quelque chose de vivant d'un quotidien frustrant. J'ai fini par en sortir moins d'un an après, mais je n'étais plus tout à fait le même : amputé de l'espérance, coupé de la Révolution, seulement convaincu que l'indépendance serait le résultat d'un coup d'Etat. Redevenu nationaliste pur, si vous voulez. Pourquoi, dans cette déroute idéologique, la persistance du sentiment national ? J'aurais bien voulu m'en défaire, comme je me défaisais de tout le reste pour simplement vivre. Peut-être étais-je incapable de me résigner à un courant de l'Histoire que je savais réversible, peut-être avais-je encore besoin de cette ultime espérance pour ne pas sombrer tout à fait dans la solitude du malheur. Je ne sais trop. Ce nationalisme, je ne crois pourtant pas inhérent à ma personnalité. Si j'appartenais à un peuple souverain, je le trouverais déplacé. Mais comme l'a signalé Jacques Ferron, le nationalisme d'un peuple souverain est aussi déshonorant qu'est impératif le nationalisme d'un peuple dominé. Je me survivais tant bien que mal, à l'image de ce peuple qui sortait un peu ébranlé de ce qu'on appelle, faute de vocabulaire, sa Révolution tranquille. J'étais péquiste à contrecœur, je l'avoue, étant réfractaire à toute aven-

ture électorale, étant surtout méfiant à l'endroit du jeu démocratique.

Il a fallu la Crise d'octobre pour que je me dissocie intérieurement de tout extrémisme ; il a fallu que je vive à l'étranger et que j'en revienne transformé pour adhérer vraiment, sans calcul politique, à un idéal démocratique dont je ne cache pas qu'il rejoint une forme de socialisme dépouillé de tout dogmatisme. Cela ne veut pas dire que je sois dupe du genre de démocratie dont les libéraux nous vantent les profitables vertus.

J'entends les gens raisonnables dire : de quoi se mêle ce porte-plume ? Qu'il retourne à ses romans. C'est le vœu que je fais, moi aussi, figurez-vous. Seulement, et là encore vous m'obligez à citer Ferron qui se demandait à peu près comment donner vie à une oeuvre qui risque de ne plus être comprise dans une ou deux générations ? Parce que tout est là, en effet : si les libéraux doivent l'emporter sur les libérateurs, adieu l'avenir. Je veux bien courir le risque d'écrire sans garantie, mais à la condition de ne pas demeurer en marge du débat actuel, si fondamental, si décisif à mon avis, que toute abstention est coupable. Il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel parti a une plus ou moins bonne organisation — ni rien d'autre du même genre —, il s'agit simplement de savoir si ce peuple, déjà fatigué culturellement, va résister à la tentation qui le guette de renoncer à soi-même. Mais je voulais interroger la démocratie qu'on nous offre libéralement en partage. Je l'ai dit, je ne suis pas démocrate de naissance mais d'adoption. Démocrate de profonde conviction, ce qui ne vaut peut-être pas autant que de l'être par simple opportunisme. C'est le mérite d'un homme comme René Lévesque, comme c'est le mérite de chacun des membres du parti québécois, que d'avoir inspiré à des sceptiques le goût de la démocratie. Parce que ce n'est ni à l'école libérale, ni à l'école tout court, qu'on apprend à respecter certaines valeurs démocratiques. Je ne donne pas le parti québécois pour modèle absolu ; je prétends qu'il est, de toute notre histoire politique, le seul qui soit soucieux de la libre participation de chaque citoyen à sa libération, contrairement à un parti gou-

vernemental prêt à acheter les consciences et qui ne s'est pas privé de le faire, cette fois-ci comme par le passé. Au risque de passer pour immodéré, je dirai même que Bourassa a permis à ses plus grossiers commis voyageurs de prendre tous les moyens, bons, pas bons, pour en arriver au résultat que l'on sait : 102 députés qui ne représentent rien d'autre que leur parti, mais ça, c'est sans doute dans la nature des choses. Eh bien, justement, je n'accepte pas ce dévergondage qui défigure une démocratie dont, par ailleurs, on dit qu'elle sort vierge de tous les assauts. Peut-être suis-je trop naïvement démocrate, mais je ne le crois pas. Même en 1970, j'attendais les coups bas, et ils sont venus en masse. Si je me souviens bien, au lendemain d'avril 70, j'étais abattu, mais pas vraiment indigné parce qu'alors je savais de quoi les démocrates-libéraux étaient capables. Je me consolais en me disant qu'au moins je n'avais pas été dupe, et que si j'avais joué le jeu, tant pis pour moi. Mais cette année, moins de quatre ans après, je me suis indigné, et il y avait de quoi parce que je croyais, je crois toujours qu'aucun pouvoir n'est légitime sans le libre exercice de la volonté populaire.

Il faut voir cependant comment nos libéraux ont traité cette même volonté populaire. Ils l'ont affaiblie tant qu'ils ont pu, en lui fourrant sous le nez la « piastre séparée », en la menaçant d'éventuelles représailles péquistes, en jouant ignoblement sur l'insécurité des plus démunis. Ils ont prostitué la démocratie jour après jour, selon la vieille tradition électorale, et on vient vous affirmer, les mains sur la bedaine, que les Québécois ont réitéré leur appui au régime fédéral. Non contents d'être les maqueraux d'une démocratie qu'ils ont traitée comme une chienne, les libéraux se sont attribué l'honneur d'une victoire qu'ils sont seuls à ne pas juger honteuse. Quel honneur y aurait-il à obtenir une majorité quand on n'a reculé devant aucun moyen, la violence physique mise à part, pour continuer à maintenir les Québécois dans une dépendance qu'on leur dore en leur refilant l'illusion d'une quelconque souveraineté culturelle. Qu'on cite un seul cas vivant, un seul peuple culturellement souverain qui soit en même temps incapable d'imposer sa langue sur son propre

territoire. Un seul cas ! Ça prend un menteur professionnel pour vouloir faire avaler pareille imposture. Bourassa ment comme il parle, et Cloutier aussi qui est élu par les anglophones alors même qu'il prétend oeuvrer à cette souveraineté culturelle. Laquelle ? Certainement pas la nôtre. S'ils parlent de souveraineté culturelle, nous traduisons aussitôt par « maintien des privilèges de la minorité ». J'irai plus loin : je tiens pour complices de ce mensonge tout écrivain, tout intellectuel fédéraliste qui n'a pas assez de conscience pour s'en dissocier.

Vous me répondrez que c'est l'amertume de la défaite qui me rend si baveux. Mais on ne pourra pas me faire accroire que les règles du jeu ont été respectées et que notre démocratie baigne dans la vertu. Je suis peut-être amer, mais pas hargneux comme le whip libéral qui, fort d'une victoire qui a coûté pas mal d'argent et d'entorses, ne s'est pas gêné pour exprimer l'opinion de son parti sur Lévesque. Si Bourassa n'était pas d'accord avec lui, il aurait dû avoir la décence de le faire savoir à la population qui mérite au moins qu'on lui fournisse des explications quand on traîne dans la boue l'un des hommes qui incarnent son espérance.

Mais je suis plus confiant que jamais en l'avenir, en dépit de cet horizon que votre majorité obscurcit. Parce que l'injustice qui est faite à 30% des Québécois a pour effet de mobiliser davantage les esprits inquiets. Et il faut avoir l'esprit curieusement tourné pour croire, comme Claude Lemelin, qu'il n'y a aucune urgence de choisir. C'est bien le contraire qui saute aux yeux. Devant la menace de désintégration culturelle dont les libéraux provinciaux sont les agents les plus zélés, on n'est pas tenté de démissionner, ni même de jouer le rôle d'observateur. On est plutôt tenté d'agir par tous les moyens, mais entendons-nous là-dessus : par tous les moyens qui font appel à la conscience des Québécois. Parce qu'il importe de ne pas pratiquer le genre de chantage qui a reporté les libéraux au pouvoir. Peut-être sommes-nous, en tant que péquistes, dans l'enfance du jeu politique, et peut-être aussi serons-nous perdants à ce jeu que nous entendons jouer franchement. Ce n'est pas impossible. Mais nous

aurons au moins lutté honorablement en refusant l'escroquerie et le mensonge qui risquent de corrompre le seul instrument par quoi chaque citoyen peut manifester sa volonté politique. Nous continuerons de miser sur cet idéal démocratique que les vainqueurs prostituent sans remords parce qu'il nous semble organiquement lié au souverainisme, associé à lui par le lien le plus naturel. Parce qu'on ne demande pas à un peuple de s'autodéterminer sans lui permettre de le faire en toute conscience comme en toute liberté.

7

Je sais que ces dernières pages ne seront pas comprises des libéraux, mais je me risque à croire qu'il y a encore des hommes qui ne se bouchent pas les oreilles quand on leur parle de l'avenir spirituel. Car comment ne pas voir aujourd'hui ce que les artistes ont été les premiers à pressentir, à savoir le pouvoir profondément transformateur du courant souverainiste ? Que les hommes d'affaires, les politiciens et les privilégiés soient les derniers à se rendre compte de cela, rien d'étonnant. Le souverainisme, en effet, échappe à la vieille logique politique qui consiste à changer d'équipe gouvernementale sans rien changer à la nature du pouvoir. Il échappe à ce vice en cela qu'il propose, en même temps qu'une résolution de notre impasse historique, un combat spirituel dont l'enjeu est la primauté de la justice. Attention : je ne crois plus qu'à la justice soit atteinte un jour, une fois pour toutes ; je crois néanmoins que tout doit être tenté pour l'atteindre, fût-ce au prix et au mépris des intérêts dominants.

Et la justice exige que le peuple québécois s'exprime à travers un pouvoir qui soit à son image, un pouvoir qui assure son épanouissement social et culturel. Nous ne pourrions courir encore longtemps le risque d'une désintégration socio-culturelle qui signifierait l'agonie spirituelle d'un peuple réduit à se survivre matériellement, au jour le jour.

Le souverainisme demeure le seul ferment spirituel générateur de liberté, le seul lieu où la communauté québécoise retrouve une cohésion que la foi a cessé de lui assurer, en même temps qu'il lui restitue l'espérance. Je ne sais pas

si je dois traduire cela en langage courant, en langage bourgeois, pour être bien compris. J'espère que non. Parce que si tel était le cas, je préférerais me taire. Bien sûr, au cours de la dernière campagne électorale, le Parti québécois lui-même a parlé le langage des comptables. On l'avait mis en demeure de le faire, et il a dû le faire pour rassurer une population que la propagande fédéraliste avait terrorisée. Le calcul devenait inévitable, mais il ne faudrait pas oublier, dans cette description de la souveraineté, ce qui lui donne son caractère de nécessité historique : son exigence spirituelle. Car le souverainisme fait appel à ce qu'il y a de plus créateur en nous, la responsabilité que nous avons devant notre propre Histoire, la responsabilité qui découle de notre liberté, l'une et l'autre s'exerçant à travers le pouvoir québécois. Que celui-ci soit démocratique, je fais plus que le souhaiter, j'exige même qu'il soit respectueux de tous et de chacun, sans avoir la faiblesse de maintenir, comme c'est actuellement le cas, un système où les privilèges piétinent la justice la plus élémentaire.

La force profonde du souverainisme est de générer les mutations les plus diverses, si bien qu'en lui s'exprime bien plus qu'une simple volonté politique du type libéral. Porteur d'une espérance collective, il a l'énorme responsabilité de véhiculer et de réaliser une libération globale de l'homme québécois, quels que soient les efforts que cela suppose. Son plus grand mérite, pour le moment, est d'inspirer à un peuple voué à l'impotence une confiance en lui-même sans quoi rien n'est possible. Que les embaumeurs au pouvoir parviennent à saper cette confiance, et le Québec cessera d'être le territoire d'hommes libres. Mais je doute qu'il leur soit possible, même à l'aide de leur grosse machine, de freiner notre marche vers la libération pour la bonne raison que nous veillons sur nous-mêmes avec plus d'amour que jamais. Les dispensateurs de drogues ne pourront quand même pas nous forcer à avaler leur médecine si nous avons assez de santé pour résister. L'opposition ne fera sans doute pas les lois dans les années qui viennent, mais elle aura un rôle autrement plus pressant à jouer et qui consistera à faire de la démocratie

l'affaire de tous et de chacun. Une affaire au-dessus de tout soupçon. Peut-être avons-nous enfin compris qu'il n'y a pas d'autres libérateurs que ceux qui veulent se libérer tout en libérant ce drôle de peuple capable, lui aussi, de faire mentir les menteurs qui s'avisent de le représenter pour mieux le trahir. Si, après tout, chacun n'était rien de plus, rien de moins, qu'un libérateur consentant chaque jour à accomplir son travail... Vous me direz que c'est bien beau, mais qu'en fait de programme, les précisions manquent. Je l'admets volontiers, n'ayant rien d'un stratège ni d'un organisateur. Je voulais simplement témoigner de ma volonté de participer au combat commun.

ANDRÉ MAJOR

Montréal, novembre 1973.